

La Revue socialiste

Madeleine Rebérioux

Citer ce document / Cite this document :

Rebérioux Madeleine. *La Revue socialiste*. In: Cahiers Georges Sorel, n°5, 1987. Les revues dans la vie intellectuelle 1885-1914. pp. 15-38;

doi : 10.3406/mcm.1987.942

http://www.persee.fr/doc/mcm_0755-8287_1987_num_5_1_942

Document généré le 07/06/2016

La Revue socialiste

MADELEINE REBERIOUX

Voici donc la plus vieille dame du socialisme français. Quelle longévité, en effet ! Demi-fausse-couche en 1880, naissance réussie en 1885, vie fermement maintenue jusqu'en 1914, plongées épisodiques ensuite dans un silence d'où elle est toujours ressortie, bruisante¹, *la Revue socialiste*, aujourd'hui en difficultés sans doute temporaires, fait figure de brave centenaire. Elle mériterait certes qu'un chercheur attentif s'attache à son histoire, en décrypte le contenu lisible et les épisodes invisibles et tente de comprendre à la fois son attachement au socialisme et son détachement du parti, sa placidité réformiste aussi avec les sauts et les sursauts qu'elle put recouvrir, les réseaux enfin qui se tissèrent autour d'elle. Les matériaux ne manquent pas, avant la Grande Guerre en tout cas : on est loin d'avoir exploré tous les fonds consacrés à Georges Renard², Eugène Fournière³, Albert Tho-

1. *La Revue socialiste* (désormais *RS*) cesse de paraître en juillet 1914. Longuet la relance en 1925 sous le nom de *Nouvelle Revue socialiste*. Elle disparaît à nouveau en 1930 pour reparaître en 1945.

2. La Bibliothèque historique de la ville de Paris possède un considérable fonds Georges Renard. Les textes cités ici proviennent de ses notes [MS 24 98] et des lettres qu'il a reçues d'Adrien Veber [MS 24 96].

3. L'Institut français d'histoire sociale possède un riche fonds Fournière qui comprend d'une part des papiers personnels où sont réunis les textes statutaires sur la *RS* [14 AS 181 (1)], d'autre part, classées par ordre alphabétique des correspondants, les lettres reçues par Fournière [14 AS 181 (2)].

mas⁴ — ils furent parmi ses responsables —, à Benoît Malon surtout⁵, son fondateur.

Malon l'immortel

L'ombre de Malon plane en effet sur la revue jusqu'aux grandes ruptures de la guerre. Malon, ce méconnu des historiens, cet indépendant, à qui nulle biographie sérieuse n'a encore été consacrée⁶.

Né en 1841 dans un village de la Loire, le petit gardien de dindons, assez largement autodidacte, l'ouvrier teinturier militant de l'AIT puis de la Commune, réfugié en Suisse puis en Italie jusqu'à l'amnistie, était de ceux pour qui les progrès du socialisme passaient d'abord par la diffusion de l'Idée, hors de tout « sectarisme », de toute « infailibilité qu'il faut laisser au pape catholique », comme il l'écrivit dans « l'entrée en ligne » de la *RS* en janvier 1885. Assez longtemps « ami intime » de Guesde⁷ avec qui il avait forgé le projet de la première *RS*, celle de 1880⁸, il s'en était politiquement séparé en 1881 et avait un temps suivi Brousse avant de reprendre en 1883 son indépendance, nécessaire à la promotion d'une revue « ouverte ».

Revue, recueil, collection de brochures ? Il avait, comme d'autres, hésité⁹ : l'essentiel était de faire connaître par un sys-

4. Outre le fonds des Archives Nationales, il faut évoquer celui du BIT, à Genève. Il n'existe aucune esquisse de recensement de la correspondance d'Albert Thomas.

5. Fonds riches à l'IFHS (Fournière, Jean-Louis Pindy), à l'Institut Feltrinelli, etc.

6. La plus sérieuse étude sur Malon — mais elle concerne essentiellement ses années d'exil — est celle de E. Civolani dans *Annali della Fondazione Luigi Einaudi*, vol. XVI, 1982. Citons en outre la brochure de F. Simon préfacée par L. Blum en 1926 et un article de Th. Beregi dans la *RS*, décembre 1965.

7. Comme il l'écrit le 23 décembre 1877 dans une lettre à César de Paepe, publiée en novembre 1908 dans la *RS*.

8. Lettre de Mesa à Lafargue, 16 novembre 1879, citée dans Claude Willard (éd.), *La Naissance du Parti ouvrier français*, Ed. Sociales, 1981, pp. 54-55.

9. « Une revue, un recueil mensuel où le socialisme français... dépouillerait l'antagonisme des sectes » : c'est en ces termes que Gustave Rouanet, lorsqu'il prend la direction de la *RS* en mars 1898, évoque ce que fut en 1884 le « rêve », le « projet » de Malon : le recueil apparaît comme l'agent de liaison entre la collection et la revue.

tème de livraisons régulières ses propres écrits et ceux de ses amis ; il importait aussi d'en vivre, Malon ne s'en cachait nullement¹⁰. Dès lors la gestion d'une revue rendait indispensable la présence de trois types de personnages. Le directeur, tout d'abord, chargé de constituer pour l'essentiel les réseaux d'auteurs, recrutés chez des amis ou par des amis très au-delà de la France : Malon, qui cumule d'ailleurs ses fonctions avec celles de gérant, n'a jamais renié son appartenance à la première génération des Internationaux. Le secrétaire de rédaction ensuite, poste qui nécessitait des capacités techniques et administratives : Malon l'occupa jusqu'en 1888 ! Le commanditaire enfin, disposé à engloutir de l'argent, à fonds évidemment perdus, dans l'entreprise, et, quasi inévitablement, à intervenir peu ou prou dans son fonctionnement : c'est probablement le rôle que joua, avant Rodolphe Simon, que nous retrouverons, un industriel du nom de Villaséca, connu à travers quelques lettres de Malon à Fournière. Au personnage près de l'éditeur (qui ne fera qu'au tournant du siècle une entrée en force — ou plutôt en demi-force — parmi les hommes clés de la *RS*), le décor et les acteurs — leurs fonctions, en tout cas — sont en place de bonne heure, voire avant sa naissance. *Revue européenne du mouvement social, Socialisme progressif, première Revue socialiste* : Malon s'était, si j'ose écrire, fait les dents avant de réussir, en janvier 1885, le lancement de l'œuvre de sa vie.

Qu'il soit mort à la tâche au soir du 13 septembre 1893, à l'heure où une cinquantaine d'élus socialistes pénétraient pour la première fois à la Chambre, est devenu très tôt un élément de sa légende, rappelée à chaque anniversaire. C'est que Malon laisse non pas des successeurs, mais des disciples. Les temps de la vénération commencent. Ils ne s'achèveront qu'en 1914. Pendant vingt ans, la revue s'alimente inlassablement au souvenir malonien. Si l'hommage formulé en mai 1894 par Georges Renard, son premier successeur, reste mesuré — il a été « notre compagnon d'armes, d'exil et d'espérance » —, Gustave Rouanet, qui remplace Renard en mars 1898, Eugène Fournière, à qui il cède la

10. « Je mettrai au service [de la revue qu'il projette alors] une indomptable volonté de réalisation aiguillonnée par la nécessité absolue de me procurer du travail assuré par cette publication », écrit-il, de Lugano, à de Paepe le 28 mai 1877 [*RS*, novembre 1908]. A la *RS* Malon gagne 6 000 F par an.

place en janvier 1905, ne l'appellent que « notre maître vénéré » : il est vrai qu'ils sont de quelque quinze ans ses cadets. L'homme mais aussi sa vision du monde : « Ses prescriptions sont sacrées pour nous », déclare à sa mort la revue. Si bien que les protestations de fidélité à l'homme et à sa « ligne », comme disait Malon, se renouvellent lors de l'avènement de chaque nouveau directeur, la mémoire du précédent étant allègrement balayée en quelques mots ¹¹. Il faut l'insolence du jeune Adrien Veber, le traducteur de la thèse latine de Jaurès, pour oser évoquer, avant la mort du père il est vrai, et dans une correspondance privée, « le grand Bouddha Malon » ¹².

Le malonisme au reste n'est pas le monopole des directeurs de la revue, disciples de leur « maître commun » ¹³. Fidèle entre les fidèles, voici Julien Piogier, membre de la direction en 1893/94, et qui fut longtemps le médecin personnel de Malon. Voici surtout Rodolphe Simon, le grand argentier, propriétaire de la revue dont il assurera la gérance jusqu'à sa mort en décembre 1911. Malon fut « son Dieu » ¹⁴. Et de l'avis de tous, il en fut « l'admirable compagnon » ¹⁵. Curieux personnage que ce négociant en « rubans, soieries, velours, tulles et dentelles », installé 15 rue Monsigny, au cœur du Paris marchand, propriétaire d'une vigne dans le Midi et capable de donner libéralement son argent sans être au sens propre du terme socialiste, alors qu'il hésitait à se payer un billet de chemin de fer. Passablement antisémite ¹⁶, il tient aussi à affermir son autorité. C'est lui qui, six mois après la

11. Lors du banquet organisé le 22 janvier 1910 pour le vingt-cinquième anniversaire de la revue, Edgard Milhaud lui décerne par lettre l'épithète de « vénéré fondateur » et... les organisateurs ont même oublié, semble-t-il, d'inviter Rouanet !

12. Lettre de Veber à Renard, 12 mai 1892. *Les premiers linéaments du socialisme allemand* paraît dans la RS en juin et juillet 1892.

13. C'est l'expression qu'emploie Rouanet lorsqu'il s'adresse à Fournière pour lui demander de le remplacer à la tête de la revue dans le numéro de janvier 1905.

14. Le mot est de cette mauvaise langue de Veber, lettre citée note 12.

15. Lors du banquet de 1910, Fournière salue en ces termes le « survivant de l'ère fondatrice » que sa santé retient loin des agapes commémoratives [RS, février 1910, p. 104].

16. Selon Veber, Rodolphe Simon se vantait de « ne traiter jamais avec les juifs, dût-il leur payer les marchandises meilleur marché » [lettre à Renard, mai 1894].

mort de Malon, impose, le 12 avril 1894, à un comité de direction qui penchait plutôt en faveur de Rouanet ou du jeune Veber¹⁷, la désignation de Georges Renard : « Coup d'Etat, coup de force, soufflet au Comité » qui envoie aussitôt à Simon sa démission collective : les expressions véhémentes ne manquent pas¹⁸ pour désigner cette intrusion de « l'esprit patron » dans la gestion de l'œuvre malonienne. Elle ne se renouvellera plus sous une forme aussi brutale : c'est Fournière désormais qui négociera avec les Simon — Rodolphe, puis son fils Léon — les passages difficiles, voire les traités en bonne forme au fil desquels se précisera la répartition des pouvoirs¹⁹. Mais, même devenue plus paternelle, la tutelle de Simon continue de s'exercer longtemps, jusque dans la gestion de la vie privée des responsables de la RS²⁰ : une vraie famille.

Ayant ainsi planté le décor, je m'attacherai à préciser le mode de fonctionnement intellectuel, puis administratif, de la revue pendant la vingtaine d'années qui nous intéressent, de l'avènement de Renard à la Grande Guerre. J'ai assez montré les sources de l'imbrication entre gestion éditoriale et gestion administrative pour tenter à présent de les exposer séparément. Comment donc se fabriquent les livraisons mensuelles (100 à 120 pages) que les abonnés, jusqu'en 1910 en tout cas, reçoivent pour dix-huit francs par an ?

Les acteurs : direction, rédaction, gestion

Il faut bien ici respecter la chronologie et s'intéresser aux hommes qui firent tourner la boutique. Tentons tout d'abord d'isoler le couple directeur - secrétaire de rédaction. C'est à l'aube de la direction Renard, en 1894 donc, qu'il s'instaure durable-

17. S'il faut en croire la longue lettre, fort mécontente, adressée par Veber à Renard, le 13 avril 1894. Il raconte la séance de la veille : « M. Rouanet qui escomptait la revue m'avait dit que nous la ferions à deux. »

18. Elles sont recensées dans les notes de Renard, citées note 12.

19. Plusieurs d'entre eux sont conservés dans les papiers personnels de Fournière, cités note 3.

20. Le 12 janvier 1905, Simon écrit à Fournière que, pour sauver Rouanet, « Il faut un procédé analogue à celui qu'employa, suivant Fénelon, Mentor au sujet de Télémaque ». La référence est à la fois littéraire et amoureuse.

ment et que s'effondre le comité de direction, lentement mis en place, sans doute pendant la maladie de Malon, et dont le rôle avait été décisif au lendemain de sa mort. Les conditions dans lesquelles Renard est imposé à la direction de la revue par Simon rendent compte, événementiellement, de la démission du comité. Ni Fournière ni Rouanet ne se montrent disposés à continuer la collaboration que Renard — au reste, sous quelle forme ? — leur propose²¹ ; encore n'assistaient-ils pas à la fameuse réunion du 12 avril, celle du « coup d'Etat » : cette prudence facilitera sans nul doute, plus tard, les réconciliations personnelles. Il n'en est pas de même pour le blanquiste Victor Jaclard, le libertaire Augustin Hamon, qui ont ferrailé âprement, le 12 avril, contre le propriétaire de la *RS*²² : hostilité à l'autoritarisme, bien naturelle chez de fortes personnalités ? Ou crainte de voir se resserrer l'éventail socialiste de la revue à l'heure où le mouvement effectuait sa première grande percée parlementaire ? Je penche, mais sans certitude, pour la seconde hypothèse²³ : avec les conquêtes électorales, c'est une nouvelle époque qui s'ouvrait au socialisme, et pas seulement en France. Quoi qu'il en soit, c'en est fini des réunions du mercredi, ces « pétaudières », comme les qualifiait Veber sans grande amitié²⁴, ces lieux d'affrontement et de débat en tout cas : on n'en trouve plus trace dans les lettres, abondantes, qu'il adresse à Renard jusqu'en février 1898.

Le ménage Renard-Veber n'est pas pour autant sans nuages. L'argent, rarement nommé, empoisonne quelque peu l'air qu'en commun ils respirent. Rodolphe Simon a fixé en avril 1894 leurs émoluments : 4 000 F pour le directeur, 1 200 F pour le secrétaire de rédaction²⁵. Quatre mille francs : c'est moins, certes, que ce que percevait Malon. C'est beaucoup si l'on pense que Renard gagne par ailleurs sa vie — depuis l'après-Commune il est professeur à l'université de Lausanne —, manœuvre pour obtenir la chaire d'étude des idées sociales dans la littérature française que le conseil municipal de Paris songe à créer²⁶, et, sur-

21. Notes de G. Renard, 1^{er} mai 1894 : « Fournière et Rouanet peu disposés à collaborer. »

22. Veber à Renard, 19 avril 1894.

23. D'autant que, s'il faut croire les notes de Renard, Simon a recueilli, avant de l'imposer, l'avis favorable de Millerand.

24. Veber à Renard, 15 avril 1893.

25. Cf. note 23.

26. Dans l'ignorance de ce projet, Veber lui avait innocemment

tout, ne peut, en raison de son éloignement, assurer la direction de la revue avec la vigilante passion déployée par Malon avant la phase ultime de sa maladie. Même s'il travaillait jusque-là gratuitement pour la revue ²⁷ et si la somme qui lui est affectée — à peu près le salaire d'un instituteur — constitue en soi un bond qualitatif, Veber peut d'autant moins s'empêcher de comparer leurs honoraires qu'il est lui-même très attentif à l'argent : n'a-t-il pas demandé à Millerand, quelques mois avant la mort de Malon, de le recommander pour un poste de juge en Algérie, car « en France les traitements sont dérisoires » ²⁸ ?

Ajoutons qu'aucun des deux hommes n'est ce qu'on appelle « commode ». Veber ? Engels l'a décrit « nageant dans sa propre vanité » ²⁹. La lecture de sa correspondance ne dément pas ce jugement, mais elle permet de mieux comprendre l'homme. Le brave Adrien est un long déçu des carrières socialistes, une victime aussi du remplacement de Paul Bert par Jules Ferry au ministère de l'Instruction publique en janvier 1882 : pion au lycée Saint-Louis, il a été mis à pied pour avoir, dans la *Réforme universitaire*, fait campagne pour les maîtres-répétiteurs. Dès lors, il attend la chute de Ferry pour obtenir comme maître d'école un poste fixe et, lié par l'engagement décennal qu'il avait contracté, il ne peut exercer ouvertement le métier d'avocat alors qu'il a fait ses études à la faculté de droit. Le voici coincé, humilié : nul ne sait que « le socialiste Veber est instituteur en même temps qu'avocat » et, bien sûr, il ne peut paraître au palais. Lui qui se croyait promis à d'importantes fonctions, le voici sur la touche : chat écorché, humilié de son état, exaspéré à plusieurs reprises par « l'autoritarisme » de Renard ³⁰. Celui-ci, il est vrai, ne le ménage guère. Il a barre sur lui, non seulement comme directeur

écrit qu'il songeait pour ce poste... à Jaurès ! Bévues qu'il s'efforce de rattraper ensuite (lettre à Renard du 19 juin 1892).

27. Voir la longue lettre qu'il envoie à Renard le 9 mai 1892 pour lui raconter sa vie et lui demander son aide. On apprend que Veber est entré à la RS en janvier 1888.

28. Lettre à Renard, 15 avril 1893.

29. Lettre d'Engels à Laura Lafargue, 13 octobre 1891 [Friedrich Engels, Paul et Laura Lafargue, *Correspondance*, Ed. Sociales, T. III, 1959].

30. Cf. les lettres qu'il lui adresse le 15 décembre 1896 [« il n'y a plus de liberté d'appréciation dans la Revue »], et le 19 février 1897 [« Votre dernière lettre est à ranger parmi ces choses dont Figaro disait qu'il fallait se hâter d'en rire avant d'en pleurer »].

— poste peut-être fragile —, mais parce que Veber l'a mis au courant de sa vie professionnelle et lui a demandé de l'aider à s'en sortir, alors qu'il avait refusé de révéler à Malon « le secret de sa double existence »³¹. Au total, ni Renard ni Veber ne sortent grandis du gros dossier constitué par les papiers Georges Renard et conservé à la Bibliothèque historique de la Ville de Paris.

Même délicates pourtant — ou parce que délicates... —, leurs relations s'institutionnalisent. Les notes rédigées par Georges Renard en 1894 précisent les trois fonctions attribuées à Adrien Veber : représenter le directeur absent de Paris, régler les rapports avec l'imprimerie, corriger les épreuves. Les détails d'une correspondance quasi hebdomadaire mettent en lumière le contrôle souvent tatillon, minutieux en tout cas, que Renard exerce sur l'ensemble des rubriques, les commandes d'articles, l'ordre de leur présentation et, éventuellement, leur ajournement. Assez vite en fait, Veber n'est plus en état de faire face à ce travail, redoublé par la distance et compliqué des tentations multiples qui l'opposent à Rodolphe Simon³². Lorsque, pendant l'été 1895, Veber voit s'ouvrir l'espoir — il sera comblé en mai 1896 — d'une élection au conseil municipal de Paris, c'en est trop : il obtient que lui soit adjoint Valéry Hermay et que ce militant dévoué, ce bon administrateur, se prépare à assister, en même temps que le secrétariat de rédaction, un Rodolphe Simon vieillissant³³. Bonne recrue : Hermay, dans l'ombre, restera un fidèle de la *RS* jusqu'en 1914.

Unilatérales assurément, les lettres d'Adrien Veber à Georges Renard n'en constituent pas moins une source d'une extrême richesse, contrôlées qu'elles sont par les pense-bêtes de leur destinataire. Nous ne disposons hélas de rien de tel pour le proconsulat de Rouanet, entre le printemps 1898 et la fin de 1904. Ses papiers n'ont pas été retrouvés, ceux de Veber n'ont peut-être pas été suffisamment recherchés : on néglige trop ces hommes de

31. Formule employée par Renard dans le petit curriculum vitae de Veber qu'il se constitue pour son usage personnel au moment où commence leur collaboration, et qui figure en tête de ses notes.

32. Ainsi à propos de la reproduction de diverses conférences faites par Jaurès, ou lors des négociations compliquées entre la *RS*, la *Petite République* et la *Cocarde*, pour monter des projets d'abonnements communs.

33. C'est le 18 juillet 1895 que Veber annonce à Renard l'efficace arrivée de Hermay. Renard en prend acte dans ses notes.

l'ombre, et il n'a pas suffi à Veber de se faire élire, à partir de 1902, député de la première circonscription de Saint-Denis pour échapper à l'obscurité³⁴. En tout cas, après l'éviction de Renard, sur laquelle nous ne savons strictement rien — dans le texte qu'il adresse en mars 1898 « aux lecteurs » de la revue, Rouanet ne nomme même pas son prédécesseur —, l'ancien disciple de Malon dont le désintéressement matériel est total — il renonce à tous émoluments — s'empresse de garder Veber auprès de lui. Député du XVIII^e arrondissement, dreyfusard précoce, millerandiste convaincu, il apporte en outre, de 1898 à 1902, une aide précieuse à Jaurès qui rédige alors son *Histoire socialiste de la Révolution française*³⁵. On voit mal comment « ce grand étourdi, ce grand distrait, ce grand absorbé »³⁶, en outre gravement tuberculeux, eût pu veiller aux destinées de la RS sans avoir à ses côtés le bel Adrien ainsi que l'indispensable et modeste Hermay. Et on peut imaginer que l'élection de Veber à la Chambre compliqua sérieusement les affaires de la revue.

Avec Fournière qui prend officiellement les rênes en janvier 1905, alors que la RS, financièrement aux abois, était menacée de disparition, voici enfin un directeur pénétré de son rôle et désireux de se donner les moyens de l'exercer. Ancien ouvrier bijoutier, tôt rallié à Malon, nous l'avons vu, financièrement aussi désintéressé que Rouanet³⁷, il aperçoit dans la revue un moyen de maintenir, à la droite du parti qu'il voit naître avec déplaisir, et en échappant à un contrôle redouté³⁸, un lieu d'étude et de

34. La première circonscription de Saint-Denis ne trouve pas place dans le grand livre de Jean-Paul Brunet, *Saint-Denis la ville rouge, 1840-1939*, Hachette, 1980.

35. Cf. Albert Mathiez, « Rouanet, historien de la Révolution française », *La Nouvelle Revue socialiste*, 15 février - 15 avril 1927, pp. 203-207. Il s'agit d'un discours prononcé sur la tombe de Rouanet.

36. C'est Jaurès qui, affectueusement, le caractérise ainsi en excusant son absence au banquet organisé le 22 janvier 1910 (RS, février 1910, p. 108) pour le vingt-cinquième anniversaire de la revue.

37. Il vient d'ailleurs d'obtenir au Conservatoire des Arts et Métiers la chaire de sociologie qui lui permet d'assurer ce qu'il nomme ses « lourdes charges familiales » [lettre à Lucien Herr en date du 23 juillet 1906 dont le brouillon est conservé dans le fonds Fournière à l'IFHS, au nom de Herr].

38. « Je rêve un parti sans politiciens et persiste à croire que cela peut se voir » [lettre à Herr du 10 mars 1906, *id.*].

pouvoir. La rupture du bloc des gauches auquel il était passionnément attaché, la politique extérieure préconisée par Jaurès et entérinée, au moins formellement, par la SFIO renforcent, quoiqu'il ait adhéré au parti, sa situation de solitaire. Mais ce sanglier grisonnant ne s'est pas replié sur l'Aventin. Jusqu'au bout, jusqu'à sa mort en janvier 1914, il va, contre vents et marées, maintenir ce fief tardivement conquis : la *RS*.

Stratégie concevable. Tactique parfois difficile. D'autant que, nous le verrons, Fournière n'est pas seul sur les rangs. En 1905 en tout cas, outre les protestations habituelles de continuité³⁹, l'appel « A nos lecteurs » qui ouvre le numéro de janvier annonce le soutien nouveau d'un « groupe d'hommes jeunes et instruits ». Les porteurs de ce sang neuf sont nommés : Gabriel Ellen-Prévost, Albert Thomas, Jean-Louis Breton, Marie Bonneviel (une femme : c'est une première !), Léon Blum, Louis Lumet, etc. Nous y reviendrons en décrivant les réseaux constitués en quelque vingt ans par la revue. Quoi de plus simple, dira-t-on ? Oui, mais cette prise de pouvoir, entérinée d'ailleurs par Rouanet⁴⁰, s'est faite sans même en informer le cher Veber, secrétaire de la rédaction ! Certes, les arguments ne manquaient pas : tourner la page, éliminer un personnage devenu quelque peu fantomatique. Reste que le procédé avait de quoi surprendre. Et qu'il surprit l'intéressé comme en fait foi sa réponse furibonde — il se jugeait « doublement démissionné »⁴¹ — à la lettre alambiquée que lui adressa Fournière⁴². En somme, c'était la deuxième fois que Veber se sentait, à la *RS*, victime d'un « coup d'Etat ». Il partit donc.

Mais qui allait le remplacer ? La valse qui commence alors atteste la difficulté de trouver *the right man* : il le faut dévoué, riche en temps, assez riche en argent pour mener à bien chaque

39. « La revue doit continuer sans Malon, Renard, Rouanet. »

40. Il annonce dans le même numéro qu'il passe la main car, « trop pris par la vie parlementaire et le journalisme politique », il ne peut plus « assumer sa tâche ».

41. Non seulement du secrétariat de la rédaction, appointé, mais d'une partie des rubriques qu'il assumait.

42. Le fonds Fournière en a gardé le brouillon au nom de Veber. Cette longue lettre est un monument du genre : « Mon cher ami, Rouanet vous a sûrement informé de la nécessité où il était de renoncer à faire paraître la Revue... Je prends donc la barre pour 24 mois... Le Secrétariat de rédaction devient... une fonction active en permanence », etc.

mois, et sans problème personnel, une livraison d'une centaine de pages, assez proche de Fournière aussi pour accepter sa tutelle. Voici les noms : Albert Thomas lui-même (janvier-avril 1905 ⁴³) ; Gabriel Ellen-Prévost, un normalien agrégé de lettres qui cherchait à s'implanter électoralement en Haute-Garonne (mai-septembre 1905) ; puis, jusqu'à la fin de l'année, un trou ; à partir de 1906, André Chaboseau, auteur de divers travaux sur la législation ouvrière aux Etats-Unis. Après la fracture de 1910, André Lebey, un homme de lettres franc-maçon ⁴⁴, conforté dès la fin de 1911 par Ernest Poisson — le coopérateur —, puis à demi remplacé par un élève de Charles Gide, Roger Picard, auxquels en 1914 s'adjoindra finalement le jeune Jean Gaumont : un seul secrétaire en quatre personnes. Encore est-ce insuffisant. Le comité de rédaction, ombre parmi les ombres depuis 1894, est en principe reconstitué en 1906. Il a même son jour — le jeudi, de cinq à sept, bien sûr — et son secrétaire : Valéry Hermay dont la fidélité se prête à diverses fonctions : la principale consiste à tenir à jour les initiatives qui permettent à la *RS* de s'ouvrir sur la société civile ⁴⁵. Tout se passe comme si les pratiques collectives ressuscitaient, au rythme des difficultés de la revue à faire fonctionner le couple — hiérarchisé — directeur - secrétaire de rédaction.

La moelle la plus neuve produite par la *RS* en difficulté est pourtant ailleurs. L'année 1910 s'ouvre sur une transformation profonde du projet éditorial. L'abonnement annuel passe de 18 F à 12 F. La revue fusionne avec la petite *Revue syndicaliste* de Thomas et intègre la vocation coopérative : *Revue socialiste, syndicaliste et coopérative*, ce nouveau titre, un peu longuet, renvoie au tryptique socialiste, reconnu par la SFIO, sur un modèle à vrai dire plus belge que français, où l'adjectif « socialiste » perd la profondeur sociologique, la touffeur un peu mystérieuse propre

43. Le 1^{er} mai 1905, la *RS* annonce que Thomas, nommé administrateur-délégué de la *Revue Syndicaliste*, est contraint, par excès de travail, de céder ses fonctions à la *RS* à Ellen-Prévost. Thomas avait choisi de s'investir dans le syndicalisme « réformiste » plutôt que dans la *RS*.

44. Au fil des lettres nombreuses qu'il adresse à Fournière entre 1911 et 1913, il se fait le défenseur des intérêts du Parti et de *l'Humanité*.

45. Cf. dans le fonds Fournière les lettres d'Hermay en date des 7 avril 1912, 2 mars 1913, 28 avril 1913, etc.

à la tradition malonienne pour s'aligner sur une signification partidulaire. Une seule explication possible, côté Fournière s'entend : la revue est à nouveau aux abois, on ne peut la sauver qu'en ajoutant à son statut de « revue de science » celui d'une « revue d'action », en la mettant par son contenu et par son prix « à la portée de tous ceux qui peuvent consacrer à la lutte socialiste un peu de temps et d'argent »⁴⁶, en conquérant sur ce chemin les abonnés qui continuent de fuir.

Derrière ce discours se dessine aussi le nouveau projet d'Albert Thomas, préoccupé par le lancement — et le succès —, en 1909, de *la Vie ouvrière*⁴⁷, sensible au faible rayonnement d'un syndicalisme réformiste fondé sur les métiers dans la CGT⁴⁸, désireux d'ancrer solidement dans le tissu social la nouvelle droite de la SFIO dont il apparaît de plus en plus comme le *leader* politique. On crée pour lui, dans l'organigramme de la RS, un nouveau poste, celui de rédacteur en chef, une OPA en somme, bien conduite au départ. Mais non à l'arrivée. La quinzaine de lettres écrites par Thomas à Fournière entre 1911 et 1913, celles que, parallèlement, Lebey lui adresse attestent l'échec. La revue ne se développe pas : Lebey et Thomas la tirent en vain en direction des pays francophones, Suisse et Belgique⁴⁹. Thomas, qui n'a pas le temps de s'en occuper vraiment et qui sent bien la résistance de Fournière, menace périodiquement de démissionner, emportant avec lui le soutien de la SFIO⁵⁰. Aidé par Herblay, Fournière tente de créer des réseaux autonomes et élabore de mirifiques statuts pour asseoir l'indépendance juridique de la revue. Les amis s'inquiètent : les nombreuses lettres reçues par Fournière pendant ces années bruissent de leurs soucis. Les abonnés n'affluent toujours pas. Quelques semaines avant la

46. Cf. l'éditorial « Notre effort », RS, janvier 1910.

47. Dès la fin de 1909, la « petite revue grise » dirigée par Pierre Monatte a 550 abonnés. Elle dépasse les 800 un an plus tard (cf. Pierre Monatte, *La lutte syndicale*, Maspero, 1976, pp. 75-76) : c'est Monatte qui attribue 300 abonnés à la RS.

48. Selon Monatte toujours, la *Revue syndicaliste*, en trois ans, n'est parvenue à grouper que 605 abonnés : mieux que la RS, moins que la VO.

49. Il s'inquiète des « 1 000 abonnés » belges qu'il voyait, Dieu sait comment, poindre à l'horizon (21 mars 1911).

50. Après diverses conversations en 1912, il annonce à Fournière sa décision comme « irrévocable » le 4 janvier 1913, la maintient comme une forte probabilité le 16 janvier, la retire le 9 avril.

mort de Fournière, Thomas abat son ultime carte : il propose d'« abandonner l'effort » sauf à remettre la *RS* au Parti ⁵¹. C'est justement la solution dont son directeur ne voulait en aucun cas.

S'il est vrai, comme le pensait Monatte, que la *RS* ne parvenait pas à dépasser les trois cents abonnés, et si ses services gratuits représentaient plus du tiers des abonnements ⁵², encore faut-il s'interroger sur les causes de cette faiblesse semble-t-il persistante et sans doute aggravée. Certes, la *RS* n'en a pas le monopole, la France non plus. Une lettre adressée par Bernstein à Fournière pour le banquet du 22 janvier 1910 le dit bien : « L'histoire des revues socialistes a été, dans tous les pays, même chez nous en Allemagne, avec nos grandes organisations ouvrières, une lutte plus ou moins dure pour la vie ⁵³. » Fournière, lors du même banquet, exprime aussi cette angoisse, mensuelle, sinon quotidienne : « Savez-vous ce que c'est que de faire vivre une revue, que de payer tous les mois un imprimeur, un marchand de papier, la poste et tous les autres frais?... On ne peut pas payer en paroles ou en écrits ces braves gens d'imprimeurs, de libraires ⁵⁴... » Accrues par le ton de plus en plus vieillot de la *RS* et par son incapacité à se renouveler, ces difficultés, générales, le sont aussi par sa déplorable administration quotidienne. Nul ne trouve le temps de s'en occuper vraiment depuis le semi-retrait, puis l'expulsion définitive, de Veber. Du moins Thomas a-t-il le mérite de le reconnaître. Il n'en est apparemment pas de même avec Lebey : quand Roger Picard, professeur à la Faculté de droit, prend ses fonctions en juillet 1913, il est horrifié par la « quantité d'imprimés, de coupures d'Argus, voire de correspondance non ouverte de 1911-1912 » qu'il découvre dans le casier de la revue, rue Bonaparte ⁵⁵. Evidemment... Ajoutons, pour faire bon poids, les rivalités de personnes — protégé de Fournière, le jeune Henri Guernut, un des nouveaux collaborateurs, se considère persécuté par Lebey en tant que radical-socialiste ⁵⁶ — et

51. Lettre du 7 novembre 1913 : « Si le parti prenait la revue, s'il la faisait sienne, ce serait selon moi la solution. »

52. Il y en a 114 en 1911 [lettre de Lebey à Fournière, 25 mars 1911].

53. *RS*, février 1910, p. 99.

54. *Id.*, p. 103.

55. Lettre à Fournière, 18 juillet 1913 (fonds Fournière).

56. Lettres à Fournière de Guernut, 3 novembre 1909, 20 novembre 1909, 3 janvier 1911 ; et de Lebey, 4 et 7 février 1911, 21 mars

les jérémiades personnelles dont le même Lebey se fait une spécialité⁵⁷. Il est vrai qu'il ne parvient pas à se faire rembourser ses frais de correspondance⁵⁸ : une âme mieux trempée s'y userait sans doute... Que dire de Lebey ?

Comment faire face dès lors à un déficit proprement structurel ? Cette tâche incombe longtemps au vieil ami de Malon, Rodolphe Simon, à la fois propriétaire et gérant de la revue — son fils Léon le remplace, comme gérant, en 1912, après sa mort —, destinataire aussi du testament de l'ancien communard. Six mille francs par an : c'est la somme qu'il versait à Malon. On la retrouve, ramenée à cinq mille deux cents francs, allouée à Renard et à Veber, puis à douze cents francs pour le seul Veber. En 1904, Simon, en accord avec Rouanet, fixe à 119 000 F les avances que, jusqu'en mars 1902, il a consenties à la *RS*⁵⁹. Les temps de l'éditeur s'annoncent cependant. Avec Rouanet, voici Stock : nous ne connaissons malheureusement pas le texte qui lie Simon et l'éditeur dreyfusard, mais c'est son annulation de fait, en 1904, qui conduit, le 27 février 1905, à la signature d'un contrat, plusieurs fois réécrit⁶⁰ entre Simon et la Société Nouvelle de Librairie et d'Édition fondée en août 1900⁶¹. Elle recevait à la fois l'exploitation et l'administration de la *RS*. On restait dans la

1911. Guernut va devenir plus tard, et jusqu'en 1932, secrétaire général de la Ligue des droits de l'homme.

57. Cf. en particulier la lettre reçue par Fournière le 12 janvier 1913 et qui figure dans sa correspondance.

58. Des frais qui, selon lui, se montent au moins à 250 F par mois et, parfois, jusqu'à 350 F (lettre à Fournière, 6 mars 1911).

59. Il s'agit d'un contrat manuscrit, daté du 1^{er} juin 1904, et qui ne sera jamais mis en œuvre de façon sérieuse, étant donné le proche départ de Rouanet. Il précise les prélèvements prioritaires à effectuer en faveur de R. Simon pour le rembourser des « avances faites par lui depuis la fondation de la revue jusqu'au 1^{er} mars 1902 ». Son texte figure dans le fonds Fournière [papiers personnels, 14 AS 181 (1)]. Cette somme correspond aux émoluments versés à Malon depuis 1885 (48 000 F) et à ceux que se sont partagés Renard et Veber (41 600 F) puis qu'a touchés Veber seul, de 1898 à 1902, date à laquelle il est élu député (4 800 F). Les quelque 20 000 F en sus doivent couvrir le lancement de la revue, la maladie de Malon et l'interrègne Malon-Renard, sans compter divers faux frais.

60. Divers états du contrat figurent dans les papiers personnels de Fournière cités.

61. Sur la Société Nouvelle, Gerald Leroy, *Péguy entre l'ordre et la révolution*, Presses de la FNSP, 1981, pp. 111-113.

famille dreyfusarde. Mécène certes, la SNLE ne l'était pas au point de ne pas s'assurer quelque sécurité : Simon s'engageait, pendant deux ans, à lui verser chaque année 2 000 F. Mécène, donc, mais capable ? Dès le 23 juillet 1906⁶², Fournière, qui avait pris la direction de la revue depuis dix-huit mois, dressait dans une lettre à Lucien Herr un bilan d'incapacité administrative d'une sévérité qui eût ravi Péguy : « Vous êtes peu faits, pris par vos tâches multiples, les uns et les autres, pour vous occuper à fond d'une entreprise comme celle-ci, qui, à côté des qualités que vous pouvez y appliquer, en demande d'autres, d'ordre commercial, qui vous ont été refusées, comme à la plupart des hommes d'études. » Les deux ans « à l'essai » prévus par le contrat de 1905 étant écoulés, Simon remet immédiatement l'exploitation à Fournière⁶³. Celui-ci avait déniché, s'il faut en croire sa lettre à Lucien Herr, un « spécialiste », un « professionnel » capable de sauver la revue. Je n'ai pu trouver aucune information sur cet oiseau rare. Pour trois ans en tout cas, le personnage de l'éditeur recule dans l'ombre. La *RS* n'annonce plus, comme la loi l'y oblige, que le nom de son imprimeur. Et il faut attendre 1910 pour qu'entre en piste Marcel Rivière, à l'occasion de la fusion de la *RS* avec *la Revue syndicaliste et coopérative*. Les archives de Fournière contiennent le contrat d'exploitation signé à cette date. Il sera renouvelé en 1913 et, malgré une situation alarmante, Rivière fera preuve d'un dévouement sans failles.

Les réseaux

Avant d'en venir aux derniers soubresauts qui agitèrent la *RS* sur le point de rendre l'âme à la veille de la guerre, je voudrais jeter un coup d'œil sur les réseaux de correspondants, d'auteurs et d'abonnés qu'elle sut longtemps tisser autour d'elle et dont l'épuisement et le faible renouvellement furent largement à l'origine de son ultime crise. Exploration difficile et toute provisoire dans la mesure où nous ne disposons d'aucun fichier d'abonnés et

62. Fournière a conservé le brouillon de la longue lettre qu'il a adressée ce jour-là à Lucien Herr, administrateur de la SNLE.

63. Il ne faut guère s'étonner si, du coup, aucun des cinq administrateurs de la SNLE n'écrira jamais dans la *RS* : ni Blum, ni Bourgin, ni Herr, ni Roques, ni Simiand [lié par ailleurs aux *Cahiers du socialiste*].

où je n'ai procédé qu'à un repérage grossier des noms des collaborateurs, des lettres envoyées par les premiers abonnés ou des témoignages recueillis lors de l'enterrement de Malon, soit lors du vingt-cinquième anniversaire de la revue ⁶⁴.

On ne court pourtant pas le risque de se tromper en signalant d'abord la longue durée des réseaux maçonniques à l'arrière-plan de la *RS*. Quoi d'étonnant ? On sait le rôle qu'ont joué les francs-maçons dans la constitution de la mémoire commune chère entre toutes à Benoît Malon ⁶⁵, et l'on connaîtra bientôt, grâce aux travaux de Gilles Candar, leur activité dans le syndicat des journalistes socialistes né en 1893. Malon, Renard, Rouanet, Fournière, tous sont maçons. Veber a été secrétaire des Chevaliers du travail. André Lebey, quand il laisse éclater contre Fournière une colère longtemps contenue, lui écrit : « Mon cher Directeur et T .. C .. F .. », manière sans doute de lui annoncer que le conflit pourrait être porté en loge. Maçon comme son père, Léon Simon propose à Fournière en 1905 d'utiliser le convent du Grand Orient — trois cent cinquante membres environ — pour opérer une relance de la revue ⁶⁷. Puissante dès le départ, cette solidarité semble fléchir après 1910. Elle ne disparaît pas cependant.

Le recul est plus net, la raréfaction plus évidente pour d'autres milieux sociaux qui avaient dès 1885 donné leur adhésion et leur soutien à la revue et à son projet socialiste, réformiste, mais à vocation unanimiste : ouvriers d'art, ou tout au moins hautement qualifiés ⁶⁸, milieux anarchisants ⁶⁹, militantes féministes comme Marie Finet ou Léonie Rouzade ⁷⁰, hommes de science fidèles à

64. La *RS* publie la liste nominative des soixante convives présents au banquet. Jaurès, qui le préside, fait lire par Hermay les excuses de vingt-deux absents.

65. Sur le rôle, entre autres, du docteur Goupil et d'Elie May, au temps de Malon, à la *RS*, cf. M. Rebérioux, « Le mur des Fédérés », dans [Pierre Nora éd.] *Les lieux de mémoire*, T.I., *La République*, Gallimard, 1984.

66. Lebey à Fournière : la lettre arrive le 13 janvier 1913.

67. Lettre à Fournière, 20 septembre 1905.

68. Cf. *RS*, janvier 1885, p. 57, les signataires d'une lettre rédigée le 17 novembre 1884.

69. Cf. l'échange de lettres entre Emile Ligeon et Malon, *RS*, février 1885.

70. Cf. la lettre de Marie Finet publiée dans le premier numéro de la *RS*. [Cette ouvrière lyonnaise était déjà intervenue lors du congrès ouvrier de Lyon en 1878.] Léonie Rouzade fait partie des premiers collaborateurs de la revue. Cf. Bernadette Eustache,

la tradition positiviste⁷¹, dirigeants d'entreprise soucieux de faire valoir une dimension sociale de tradition phalanstérienne⁷². Pour tous, le socialisme se confondait d'une certaine manière avec la sociologie, avec la volonté de connaître la société pour y intervenir de façon informée et collective. Ce sociologisme, longtemps, ne fut pas exempt de connotations antisémites : Auguste Chirac a droit de cité dans la revue au temps de Malon ; Toussenel, l'auteur des *Juifs rois de l'époque*, est félicité, à l'heure de sa mort, pour ses « libres propos de polémique socialiste »⁷³ ; le numéro d'octobre 1893, largement consacré à la disparition de Malon, publie un texte de Drumont et un message de *La Libre Parole*⁷⁴. Il faudra attendre l'affaire Dreyfus pour que ces citations, ces références, soient balayées, sinon les hommes qui en étaient porteurs.

On aurait tort de croire repliée sur la seule France la première *RS*, celle de Malon. Des Hollandais comme Domela Nieuwenhuis sont parmi ses tout premiers collaborateurs ; de même des Belges comme de Greef qu'on retrouvera au banquet de 1910. Et Rouanet, cheville ouvrière de la revue, demande à Louis Bertrand du POB s'il peut parler au nom du peuple comme au nom de la *RS* aux obsèques de Godin⁷⁵. Il y avait beau temps que Malon, en exil, avait, avec César de Paepe, esquissé des projets communs aux Internationaux belges et français⁷⁶. Italiens aussi : la participation des socialistes transalpins à la revue est massive entre 1888 et 1890 : Costa, Ferri, Einaudi, Gatti, Antonio Labriola, Turati dont Malon a fait la connaissance à Paris, en 1885, Colajanni surtout⁷⁷. Avec Renard et Rouanet, l'élan fléchit, même

Léonie Rouzade 1839-1915, Université de Paris VIII, maîtrise d'histoire, 1987.

71. Ainsi les docteurs Pioger et Delon, Augustin Hamon, etc.

72. Godin, le dirigeant du Familistère de Guise, s'abonne à la *RS* le 15 janvier 1885 : « La science sociale » doit « s'occuper des faits, non des hommes » [*RS*, février 1885].

73. *RS*, juin 1885, p. 479 : *Les Juifs...* sont « une œuvre de mérite qu'on devrait rééditer ».

74. Il est vrai que, jusqu'à son intervention dans l'affaire Dreyfus, Jaurès lui-même prend Drumont pour un sociologue.

75. Lettre de Rouanet à Bertrand en date du 16 janvier 1888, Bruxelles, Institut Emile Vandervelde, fonds Louis Bertrand [texte aimablement communiqué par l'archiviste de l'Institut, Robert Flagothier].

76. Cf. supra, note 7.

77. Cf. Alain Goussot, *Socialistes italiens et socialisme français*

si la percée du révisionnisme facilite quelque ouverture, au tournant du siècle, en direction de l'Allemagne et des pays scandinaves⁷⁸. Maigres résultats au total : nul étranger ne vient au banquet de 1910, et seuls Bertrand, Bernstein et Vandervelde se sont excusés.

Laissons les héritages pour les nouveaux apports, ceux dont chaque directeur, à son arrivée, annonce peu ou prou la quête. Avec Georges Renard, ancien normalien et critique littéraire intéressant — c'est entre 1894 et 1897 qu'il publie les trois volumes intitulés *Critique de combat* —, démarre, dès 1895, un effort exceptionnel en direction des professeurs dont se fait l'écho sa correspondance avec Veber : adresses repérées grâce à *l'Annuaire de l'enseignement*, envoi de circulaires, tarifs d'abonnement privilégiés, bref, le grand jeu moderne. D'autant que, en même temps, la rédaction se renouvelle. Y entrent en force, au détriment de la tradition scientifique, des écrivains et des critiques de théâtre comme Jean Ajalbert et Louis Lumet⁷⁹, des critiques d'art aussi : tel Gustave Geffroy, l'ami et l'admirateur non seulement des Goncourt, mais aussi de Rodin et de Monet⁸⁰. Au croisement enfin de l'université — ou plutôt de l'École normale supérieure — et de l'écriture, voici Péguy : cothurne du neveu de Renard, Georges Weulersse, le jeune « Pierre Deloire » — tel est alors son pseudonyme le plus fréquent — ne donne pas à la *RS* moins de huit articles et comptes rendus entre février 1897 et février 1898. Cette confiance faite à un jeune encore inconnu atteste le désir de Renard d'ancrer la revue dans la jeunesse du Quartier latin à l'heure où débats, conférences et manifestations s'y multiplient, à l'heure où l'Affaire commence.

C'est aussi sous le proconsulat de Renard qu'entrent en lice les nouveaux socialistes dont les interventions à la Chambre, et *la Petite République*, assurent le renom : Viviani, brillant orateur féministe ; Millerand, l'homme clé du groupe parlementaire, et,

(1890-1914), thèse soutenue à l'Institut universitaire européen de Florence en 1986, multigraphiée.

78. L'effort d'élargissement, le désir de correspondants nouveaux sont surtout, semble-t-il, le fait de Renard au début de sa direction (lettres de Veber à Renard, avril 1894).

79. Ils appartiennent aux milieux anarchisants et se rapprochent du socialisme sans adhérer aux organisations.

80. On a réédité en 1980, chez Macula, en un seul volume, les deux tomes de sa biographie de *Claude Monet*, parus en 1924.

bien sûr, Jaurès. Massivement présent, il publie en particulier dans la *RS* ses premiers écrits sur « L'organisation socialiste », prématurément interrompus pour une part sans doute par la difficile gestation de la Verrerie ouvrière⁸¹ : élargissement des horizons de la revue, assurément. Mais en même temps ceux-ci se rétrécissent : un article, important, de Gabriel Deville, ancien guesdiste passé aux Indépendants, suscite l'ire des allemanistes⁸², et lorsque, à la mort d'Engels, Veber suggère à Renard de solliciter Roy, le traducteur du *Capital*, pour présenter l'œuvre encore inédite de Marx, Renard ne donne pas suite à cette proposition⁸³ : son vieil antimarxisme prend le dessus et connote la revue, en silence, alors que *la Petite République* à laquelle il collabore par ailleurs continue en 1895/96 de s'ouvrir à toutes les tendances socialistes.

En l'absence de toute archive privée, il y a moins à dire sur les temps de Rouanet. L'historien est réduit à un survol du contenu qui reste très problématique. A l'évidence, les arts et les lettres fléchissent. Péguy lui-même disparaît, mais non pas les normaliens ni, plus largement, les jeunes intellectuels : Gabriel Ellen-Prévost, Albert Thomas, Ernest Tarbouriech commencent, au début du siècle, leur collaboration à la *RS*. Ce sont de bons dreyfusards. Le dreyfusisme — ou, en tout cas, la non-dénonciation du dreyfusisme — confère incontestablement sa couleur aux premières années de la direction Rouanet. Non que l'Affaire soit souvent à la une de la revue. Moins en tout cas que le « mille-randisme », son corollaire aux yeux du député du XVIII^e arrondissement. Mais le choix des collaborateurs impose cette évi-

81. Ces cinq longs articles paraissent dans la *RS* entre mars 1895 et mai 1896 [cf. M. Rebèrioux, « Jaurès et l'avenir », *Bulletin de la Société d'études jaurésiennes*, juillet-septembre 1980].

82. Charnay, Allemane considèrent en juin 1895 — et Veber en informe aussitôt Renard — que la *RS* se doit d'être « neutre par rapport aux fractions socialistes ». En revanche, pendant l'année 1896 — mais ceci est peut-être lié à cela — la *RS* ouvre des listes de souscription pour la création de la Verrerie ouvrière d'Albi, une œuvre largement commune à Jaurès et aux allemanistes, comme l'a montré Marie-France Brive (*La Verrerie ouvrière, étude historique*, thèse multigraphiée, université de Toulouse-le-Mirail, 1980).

83. Cette offre faite par Veber à Renard le 12 août 1895 est renouvelée, à la demande de Roy, le 20 février 1896. Elle coïncide avec la sortie du tome III du *Capital* dont discute la jeunesse normailienne (cf. G. Leroy, *op. cit.*, p. 56).

dence : Jaurès et Charnay, Vandervelde et Paul-Louis, Lafargue même dont on connaît les positions originales sur l'Affaire⁸⁴, et Charles Rappoport qui donne deux gros articles théoriques en novembre 1900 et en août 1901, tous ont été sensibles, toutes écoles socialistes brassées, au dreyfusisme et à ses suites. Et si Georges Sorel lui-même apparaît en 1901 et 1902 dans les colonnes de la *RS*, on peut penser qu'il le doit largement non pas à ses orientations générales ou spécifiques⁸⁵, mais à son dreyfusisme somme toute affirmé. Au total, la revue s'est politisée : la vie parlementaire y tient une place qui eût sans doute inquiété Malon. Surtout le nombre de ses collaborateurs s'est beaucoup réduit. Et sans doute, aussi, depuis que s'est lancé *le Mouvement socialiste*, celui de ses abonnés. La crise des réseaux a commencé.

Ni l'arrivée de Fournière en 1905 ni le sang frais annoncé par Albert Thomas en 1910 ne parviendront à y mettre un terme. Les annonces flamboyantes n'ont pourtant pas manqué. Fournière rend publique en janvier 1905 une longue liste de collaborations régulières dont le besoin se faisait bien sentir : retour au mouvement littéraire et artistique (Blum, Lumet, Laran, etc.), couverture du vaste champ social (syndicats, coopératives, mouvement agraire, hygiène ouvrière, municipalisme, travail des femmes, enseignement, bref : la panoplie, enrichie, du socialisme malonien). La part du politique se réduit à l'extrême : la méfiance de Fournière à l'égard de la SFIO en gestation — à laquelle il n'adhère que du bout des lèvres — en est l'évidente cause⁸⁶. Mais peut-on en 1905 revenir en 1885 ? Rude problème. Dès la fin de 1906, la critique militante des livres est abandonnée, le repli sur les idées générales souligne la vétusté de la revue dans les domaines où elle se voulait novatrice, sans même parler de l'abandon de toute dimension internationale. L'appel au Grand Orient en

84. Elles ont été mises en lumière par Claude Willard dans sa thèse sur *Les Guesdistes* (1967). Lafargue, sans se rallier aux positions de Jaurès, déplore l'abstention du POF.

85. Ses articles concernent l'agriculture, l'Eglise et l'Etat, et les syndicats industriels.

86. Dès mars 1906, il y a là la source d'un violent affrontement avec Lucien Herr, dont portent trace la lettre qu'il adresse le 8 mars et la réponse de Herr le 9 : il est plus facile de « louvoyer à la Briand, en critiquant tout en se réservant, que d'aller courageusement de l'avant comme Jaurès et comme Rouanet » (archives Fournière).

1905⁸⁷ ne suffit pas : les maçons aussi ont bougé. Et, dès 1908, *Les Cahiers du socialiste* occupent l'espace de critiques sérieuses et droitières dont rêvait Fournière.

Janvier 1910 : Thomas prend le poste, créé pour lui, de rédacteur en chef. Au banquet du vingt-cinquième anniversaire, il abat ses cartes. A la hussarde : « Nous prenons aujourd'hui, mes camarades et moi, la charge de la rédaction de la *RS*... » Ce ton d'OPA sur une revue en mauvaise passe vise-t-il à contrer *la Vie ouvrière*, toute jeune encore et déjà rutilante⁸⁸ ? C'est ce que pense Colette Chambelland, fine connaisseuse. La fusion entre la *RS* et la *Revue syndicaliste* prêche pour ce saint. On ne saurait pourtant négliger le souci ouvertement affiché par Thomas lors du banquet et dont sa correspondance, plus tard, avec Fournière atteste la pérennité⁸⁹ : ne pas laisser fonctionner un foyer « à côté du parti », ou, en d'autres termes, réserver à la droite de la SFIO la promotion des novations dont le socialisme peut être porteur. « L'action économique » a priorité sur « l'action politique » : ici, accord parfait Thomas-Fournière. Mais c'est aux réseaux partidaires de la contrôler : ici commence le dissent.

A vrai dire il ne parviendra pas, car le temps court, à maturité. Le projet d'Albert Thomas, en quatre ans, n'est ni vainqueur, certes, ni totalement battu. La non-victoire est patente : les abonnés régressent⁹⁰ ; les syndicalistes des vieux métiers — les typographes, les mécaniciens — ne sont pas demandeurs ; pas davantage les hommes nouveaux comme Henri Sellier, porte-parole du syndicalisme des services, explorateurs de ce nouvel espace, la ville⁹¹. Du coup, le rêve de faire de la revue une « revue d'action »⁹², en raison de l'abaissement du coût de l'abonnement et du renouvellement des auteurs, échoue. D'autant que le statut ambigu de la *RS*, lié entre autres — mais pas seulement ! — au

87. Cf. supra note 67.

88. Cf. supra note 47.

89. Voir en particulier les lettres de Thomas en date du 1^{er} mars 1911 et du 7 novembre 1913.

90. Episodiquement Lebey signale à Fournière le 17 février 1911 une dizaine de désabonnements.

91. Signalons la parution en 1987, aux Presses universitaires de Vincennes, du premier ouvrage consacré à Sellier : [sous la direction de Katherine Burlen] *Henri Sellier et les cités-jardins 1900-1940*.

92. C'est l'expression qu'emploie Fournière en janvier 1910 pour annoncer dans son éditorial la nouvelle formule de la revue.

droit de propriété que Rodolphe Simon se réserve jusqu'à sa mort en décembre 1911, rend difficile, sinon impossible, la réalisation d'un des projets formés par Thomas pour moderniser la vieille maison : créer une revue francophone soutenue financièrement par le Parti belge et par le Parti suisse, assurée dès lors, s'il faut en croire Perrette et son pot au lait, de mille nouveaux abonnés⁹³. Pourtant, en 1911 en tout cas et même jusqu'à la veille de la guerre, des hommes nouveaux émergent : « Un petit noyau de généreux esprits », dira Albert Thomas en janvier 1914, au lendemain de la mort de Fournière⁹⁴ ; parmi eux, à défaut de syndicalistes, des coopérateurs — Ernest Poisson, Jean Gaumont —, des juristes — Roger Picard — et des sociologues, normaliens, bien sûr — Maurice Halbwachs⁹⁵ —, des techniciens socialistes aussi, réconciliés par le désir de « faire », au-delà des anciens courants : on n'hésitera pas à ranger parmi eux de jeunes guesdistes comme Brizon, le spécialiste du métayage, ou des connaisseurs en matière d'assurances sociales comme le Suisse Jean Sigg, les fabiens enfin, proposés sans doute par le réseau propre à Robert Hertz⁹⁶.

En vain, hélas ! La revue reste aux abois. Et Fournière, fidèle — c'est une question de génération, vraiment — à ses options maloniennes, prospecte toutes les voies susceptibles d'éviter le contrôle du Parti, cet intrus, dans la vieille garde socialiste. Le drame se noue — ou la comédie, c'est selon — en 1912, au lendemain de la mort du vieux Simon. Sa veuve, héritière des droits de son époux sur la *RS*, accepte de vendre la revue pour mille francs⁹⁷. Mais à qui ? Le nez de la SFIO pointe à l'horizon — Fournière tente alors de constituer un groupe d'études socialistes

93. Lettres de Lebey à Fournière en date du 7 février, puis du 22 février 1911. Lebey note que, si Thomas se dit confiant, de Brouckère, à Bruxelles, ne répond pas.

94. A. Thomas, *RS*, janvier 1914 : Rivière, annonce-t-il, veut bien « continuer ses sacrifices », en raison du contrôle désormais reconnu au Parti.

95. Il écrit à Fournière le 19 avril 1913 en lui annonçant qu'il pourra collaborer activement « puisque ses thèses sont finies ».

96. C'est-à-dire celui des *Cahiers du socialiste* et du groupe des socialistes normaliens étudié par Christophe Prochasson.

97. Les papiers Fournière possèdent le reçu de Mme Vve Simon en date du 27 juin 1913 : la *RS* est vendue « en toute propriété » à Fournière en tant que président du groupe de la *RS* (titre, collections depuis janvier 1905, droit de réimpression, etc.).

qui s'engagerait, en devenant propriétaire de la *RS*, à la « maintenir dans l'esprit de libre recherche et de critique objective que lui a donné son fondateur, Benoît Malon »⁹⁸. L'humble mais indispensable Valéry Hermay commence à s'en occuper⁹⁹. Mais Albert Thomas — lucide, qui en douterait ? — tempête en janvier 1913¹⁰⁰. L'argent de ce qui s'appelle désormais le « Groupe de la *RS* » rentre mal¹⁰¹, malgré le ralliement, apparent, de Thomas¹⁰². La revue continue, cependant, de plonger¹⁰³. Le spectre du Parti propriétaire réapparaît¹⁰⁴. Bref, le 4 janvier 1914, Eugène Fournière meurt à temps¹⁰⁵. Albert Thomas devient directeur de la *RS*¹⁰⁶.

**

98. Le projet de statuts du groupe figure dans les papiers Fournière. La cotisation annuelle peut être rachetée par un versement de 100 F. Le comité de direction comprend douze membres dont un seulement — Fournière lui-même, en tant que « directeur actuel » — est désigné de façon précise.

99. « J'ouvre avec grand plaisir un nouveau dossier : Société de la Revue Socialiste » (conjointe au groupe), écrit-il à Fournière le 7 avril 1912.

100. « Je viens de lire votre projet de statuts. Il est facile de le caractériser en une formule. Il vous rend comme gérant tout ce que vous sembliez avoir un peu abandonné comme directeur. Votre lettre et ledit projet me font prendre irrévocablement la décision sur laquelle je n'étais revenu qu'après votre prière », écrit-il à Fournière le 4 janvier 1913. En fait, Thomas restera... et c'est Fournière qui mourra.

101. Le 30 mai 1913, Hermay ne peut annoncer à Fournière que 212 F ; le 19 juin, 450 F.

102. Le 14 octobre 1913, il envoie sa « contribution à la revue » : 100 F.

103. Rivière a cité à Thomas des chiffres accablants et se prépare à renoncer (lettre de Thomas à Fournière, 25 octobre 1913). Faut-il croire un brouillon de « relevé de compte » de la librairie Rivière en date du 8 janvier 1913 et qui figure dans les papiers Fournière ? La librairie n'aurait encaissé entre juin et décembre 1912 que 266,70 F d'abonnements ! On reste sceptique.

104. Cf. note 51. Thomas parle de « cette pauvre revue ».

105. Il meurt en laissant sa veuve dans un tel dénuement que le conseil municipal de Paris doit subvenir aux frais de son incinération.

106. C'est Roger Picard, un de ses hommes de confiance, qui, déclare Thomas, assurera désormais seul le secrétariat de rédaction. Décision impossible à mettre en œuvre : le secrétariat reste à quatre voix jusqu'à la guerre.

La longue histoire de la *RS* ne facilite pas une conclusion qui devrait en principe se limiter au début du siècle. Il était pourtant indispensable de la rappeler, ne serait-ce qu'en raison du maintien de l'invocation stratégique à Malon jusqu'à la mort de Fournière ; en raison aussi d'une pratique renouvelée de réseaux subordonnés et conjoints de 1885 à 1914 ¹⁰⁷.

Reste la situation en 1914. Le blocage malonien, assuré par les héritiers bon an mal an, a fonctionné de façon imparable. La *RS* se présente trop tard sur le marché du renouvellement des hommes et des idées. Albert Thomas a beau déclarer ¹⁰⁸ que les « mauvaises années » sont terminées et que Rivière aidera la revue, placée désormais sous le contrôle du Parti, à affronter l'avenir sous les meilleurs auspices, rien n'est encore gagné. Trois voies médiatiques apparaissaient opératoires, à la veille de la guerre, pour les revues se réclamant du socialisme au sens large : celle, syndicaliste, de *la Vie ouvrière* ; celle des divers socialismes, d'origine normalienne, fort éclatés mais unifiés par des complicités d'école, des *Cahiers de la Quinzaine* de Péguy aux *Cahiers du Socialiste* de Robert Hertz et à *L'Effort Libre* de J. R. Bloch ; celle, enfin, de la nouvelle *Humanité* à six pages, ouverte depuis le début de 1913 non seulement aux luttes de toute la gauche et l'extrême-gauche contre la guerre, mais à la pluralité des cultures parmi ceux qui voulaient « inventer le temps », bref à la modernité internationale. Aucune de ces voies ne recoupait celle de *la Revue socialiste*.

107. En 1885, la Société républicaine d'économie sociale, animée par Camélinat, Chirac et Rouanet : il s'agit d'une réponse de gauche à l'économie sociale des disciples de Le Play et à leur revue, *La Réforme sociale* ; en 1908, c'est le tour des *Annales de la régie directe*, un des « filets » issus de la *RS*, comme le dit Edgard Milhaud lors du banquet de 1910.

108. Dans le numéro de janvier 1914 plusieurs fois cité, déjà.